



**COMMUNIQUÉ
DE PRESSE**

Fonction publique : Prélude au démantèlement de l'action sociale ?

Sans attendre que le nouveau gouvernement soit stabilisé par le résultat définitif du deuxième tour des élections législatives, Bercy anticipe sur la politique agressive qui devrait être menée à l'égard de la fonction publique.

Après l'annonce brutale, il y a quelques semaines, d'une coupe budgétaire, la DGAFP a informé, ce jeudi 15 juin, les syndicats de son montant pour le budget 2017. Ce sont 6,5 millions d'euros supplémentaires qui vont être ponctionnés, s'ajoutant à des crédits déjà amputés par rapport à 2016.

D'ores et déjà les prestations d'action sociale prévues ne pourront être assurées : crèches, logements, aides à la première installation, aide au maintien à domicile (AMD), restauration collective, accès à la culture et aux loisirs...

Tout cela remet en cause les politiques d'égalité femmes/hommes, d'aide aux familles et foyers les plus fragiles socialement, aux jeunes agents affrontant l'entrée dans la vie active, aux retraités face à la dépendance, aux conditions de vie des agents de la Fonction publique de l'État.

L'ensemble des organisations syndicales a donc décidé d'interpeller le ministre chargé de la Fonction Publique, M Gérard DARMANIN, afin d'obtenir la levée de cette mesure inacceptable.

Paris, le 15 juin 2017